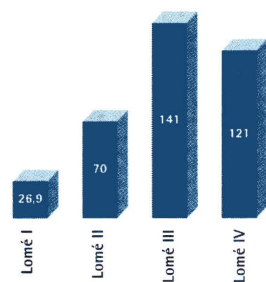


L'opposition à l'apartheid en Afrique du Sud et les guerres civiles en Angola et au Mozambique ont sérieusement affecté l'économie de la région Australe. Ceci a été à l'origine de la création, en 1980, de la SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe), organisation régionale regroupant dix Etats ACP de la région et visant à relancer les économies et à réorganiser les réseaux de transport sérieusement affectés par cette situation. Le passage de la SADCC à la SADC (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe), en 1993, manifeste une volonté claire de renforcer encore davantage cette coopération régionale, dans le contexte de l'émergence d'une société démocratique en Afrique du Sud.

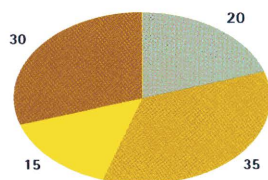
Depuis 1976, la coopération régionale a été encouragée et appuyée par l'Union européenne, de façon accrue à partir de l'existence de la SADCC. A ce jour, plus de 350 millions d'écus ont été engagés dans ce domaine. Le Programme Indicatif Régional de Lomé IV (121 millions d'écus), comme les précédents programmes régionaux depuis Lomé I, est axé sur trois secteurs: le transport et les communications, l'agriculture et la sécurité alimentaire, et le développement des ressources humaines. Plus spécifiquement, il accorde une attention prioritaire à l'intégration économique régionale et à la facilitation des échanges commerciaux.

Ressources totales allouées
Total resources allocated



FED 7: répartition sectorielle du PIR
(en % de la dotation totale)

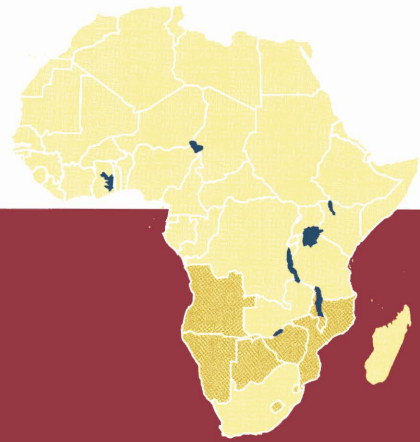
EDF 7: sectoral breakdown of RIP
(% of the total envelope)



- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Autres
Others

Opposition to apartheid in South Africa and civil wars in Angola and Mozambique have adversely affected the economy of the Southern African Region. This led in 1980 to the creation of SADCC (Southern African Development Coordination Conference), a regional organization which brings together ten ACP States of the region and aims at relaunching economies and reorganizing transport networks seriously affected by this situation. The evolution of SADCC to SADC (Southern African Development Community), in 1993, demonstrates a clear will for closer regional cooperation, in the context of a democratic society emerging in South Africa.

Since 1976, this regional cooperation has been encouraged and supported by the European Union, increasingly so following establishment of SADCC. To date, more than ECU 350 million has been committed in this field. The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 121 million), as with previous regional programmes since Lomé I, focuses on three sectors: transport and communications, agriculture and food security, and human resources development. More specifically, it gives priority attention to regional economic integration and trade facilitation.



Afrique Australe

Southern Africa

Angola

Botswana

Lesotho

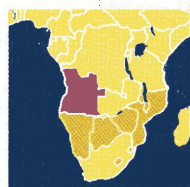
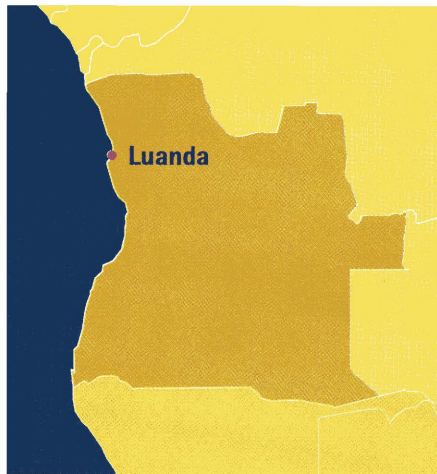
Malawi

Mozambique

Namibia

Swaziland

Zimbabwe



 9 194 000

 Luanda

 1 246 700 km²

Angola

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
970 ECU (1990)

Exports (oil, diamonds)
Exportations (pétrole,
diamants)
3007.1 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
na/nd

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.2% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
90.9% (1991)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
28.3% (1990)

L'Angola, vaste pays côtier d'Afrique australe, est partagé entre la savane et le désert, à l'exception d'une étroite bande côtière et de vallées abritant des forêts touffues au nord et au nord-est du pays.

Indépendant en 1975, l'Angola est depuis confronté à une guerre civile qui, après la signature d'un premier accord de paix en mai 1991, a repris depuis janvier 1993, à la suite des élections parlementaires et présidentielles tenues en septembre 1992. Les négociations de paix ont repris à la fin de 1993.

Le pays dispose d'importantes ressources halieutiques et minérales, dont le pétrole qui représente près de 95% des exportations, les diamants, le fer et le manganèse. A l'exception de l'industrie pétrolière, l'économie et la vie sociale ont été gravement affectées par la guerre civile; les transports et le commerce sont pratiquement inexistants.

La plus grande partie de l'aide européenne allouée au pays avant son adhésion à la troisième Convention de Lomé en 1985 – soit 80 millions d'écus au total – a servi à financer des aides alimentaires, des actions de réhabilitation, et à appuyer l'industrie de la pêche. Dans le cadre de Lomé, la coopération UE-Angola s'est aussi concentrée sur l'aide humanitaire et les actions de reconstruction. Le Programme Indicatif National de Lomé III (102 millions d'écus) visait à soutenir les efforts vers l'auto-suffisance alimentaire, en relançant la production et en réhabilitant les infrastructures de base. Sur cette période, l'Angola a également reçu 87 millions d'écus provenant du budget européen, qui ont financé des opérations d'aide alimentaire, d'aide d'urgence et des programmes spécifiques en faveur des réfugiés et des personnes déplacées.

A spacious coastal country in Southern Africa, Angola is made of savanna and desert, except for a narrow coastal strip and densely forested valleys in the north and north-east.

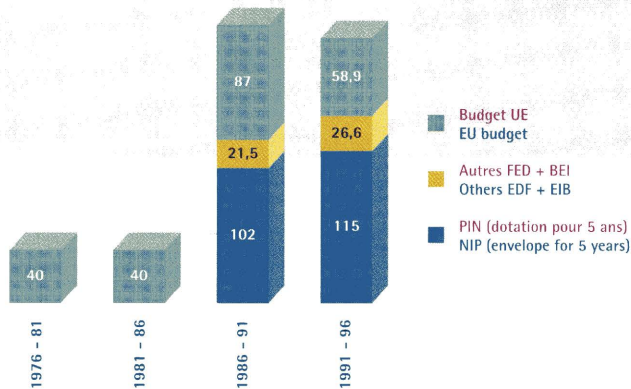
Independent in 1975, Angola has since then experienced a civil war which, after the signing of a first peace agreement in May 1991, resumed in January 1993 following the parliamentary and presidential elections held in September 1992. Since the end of 1993, peace negotiations have resumed.

The country possesses substantial marine and mineral resources, including oil (accounting for about 95% of exports), diamonds, iron and manganese. With the exception of oil industry, the civil war deprived the country of all economic and social activity; there is virtually no transport or trade.

Before joining the Third Lomé Convention in 1985, the bulk of the pre-Lomé assistance from which Angola benefited under the European budget (ECU 80 million) was devoted to food aid, rehabilitation and fishing industry. Under the Lomé Conventions, EU-Angola cooperation concentrated mainly on humanitarian aid and reconstruction operations. The Lomé III National Indicative Programme (ECU 102 million) planned to ensure food self-sufficiency by supporting the revival of production and the rehabilitation of essential infrastructure. In addition, ECU 87 million from the European budget was also provided for food aid, emergency aid, and specific programmes for refugees and displaced persons.

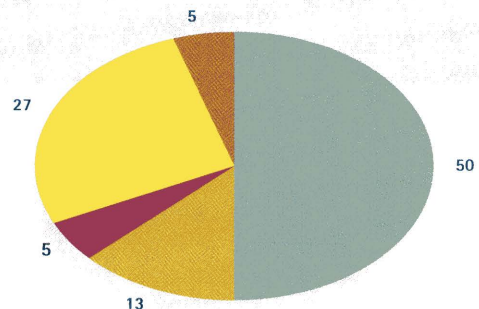
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Sous Lomé IV, le Programme indicatif s'élève à 115 millions d'écus, dont près de la moitié est consacrée au développement rural. Les autres secteurs prioritaires d'intervention sont la santé, les transports et communications, l'éducation et la formation. Le développement des PME est aussi soutenu, dans une moindre mesure. L'Angola a également bénéficié d'autres financements importants sur les ressources budgétaires européennes au titre de l'aide alimentaire et d'actions de réhabilitation.

Under Lomé IV, half of the funds of the ECU 115 million Indicative Programme is devoted to rural development. The other priority sectors for assistance are health, transport and communications, education and training. Support is also given to SMEs development, at a less important level. Angola also benefited from other significant financing from the European budget for food aid and rehabilitation operations.

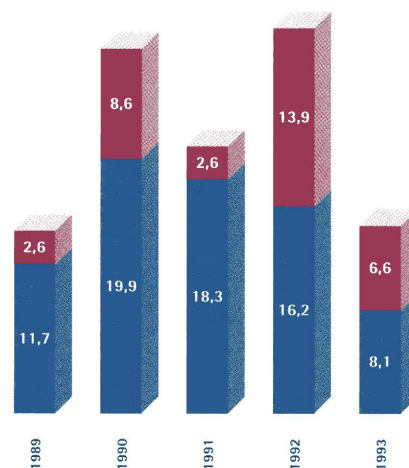
En outre, la Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs (3.1 millions d'écus déjà engagés à ce stade au titre des capitaux à risques).

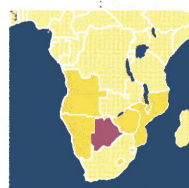
Moreover, the European Investment Bank might contribute from the resources it manages, to finance projects in production sectors (ECU 3.1 million risk capital already committed so far).

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex
- FAS SAF
- Divers
- PIN NIP





1 238 000



Gaborone



581 730 km²

Botswana

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

2085.5 ECU (1990)

Exports (diamonds 80%,
copper, nickel 7%)

Exportations (diamants 80%,
cuivre, nickel 7%)

na/nd

Debt burden / exports

Service de la dette /
exportations

4.4% (1989)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year

Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

3.6% (1960-1991)

Primary schooling rate

Taux de scolarisation
primaire

100% (1990)

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

25% (1990)

Pays enclavé semi-aride et sujet aux sécheresses, le Botswana est indépendant depuis 1966 et bénéficie d'une stabilité politique durable, sous un régime pluripartite.

Le pays possède une des économies les plus prospères d'Afrique, bien qu'elle soit dépendante d'un petit nombre de ressources de base telles que les diamants, le cuivre et le nickel, la viande bovine, et qu'elle reste vulnérable à certains facteurs externes. En outre, l'agriculture est handicapée par des conditions climatiques difficiles et seulement 6% des terres sont cultivables.

Le développement de l'agriculture et de l'élevage, les infrastructures économiques et sociales dans les zones rurales, ainsi que la formation, ont longtemps été les secteurs d'intervention prioritaires de l'aide européenne sous les trois premières conventions de Lomé. Sous Lomé III, un projet au titre du Sysmin de 22 millions d'écus a, par ailleurs, permis de financer la remise en état de la centrale électrique de Selebi Phikwe qui fournit de l'électricité à une mine de cuivre et de nickel.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (32 millions d'écus) met, quant à lui, la priorité sur le développement et la conservation des ressources naturelles. Les fonds programmés consacrés à la protection et à la conservation de la faune et des forêts atteignent 9.4 millions d'écus, et un projet d'exploration géophysique de 1.6 million d'écus a été lancé. Deux autres projets concernant l'approvisionnement en eau et un programme pluriannuel de microprojets, ont bénéficié d'une aide de 2 millions d'écus.

A **semi-arid** landlocked and drought-prone country, Botswana has been independent since 1966, and benefits from lasting political stability within a multiparty system.

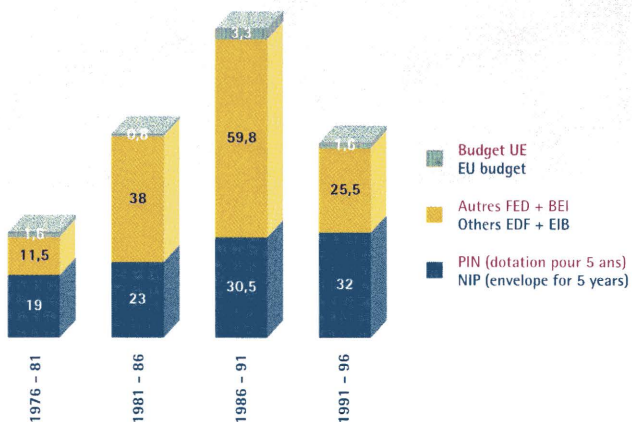
Botswana has become one of the richest growing economies in Africa, despite its economy having a narrow resource base (diamonds, copper/nickel and beef) and is vulnerable to external factors. Agriculture is further restricted by climate and soil conditions: only about 6% of the land is suitable for agriculture.

Agriculture, livestock and rural development, together with social and economic infrastructure in rural areas, and training, were the priority sectors of European assistance during the three previous Lomé Conventions. Under Lomé III, the rehabilitation of the Selebi Phikwe power station, which provides electricity to a copper and nickel mine, was also financed through an ECU 22 million Sysmin project.

The emphasis of the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 32 million) was put on development and conservation of natural resources. Programmed funds were allocated to the wildlife conservation and forestry protection areas for a total of ECU 9.4 million, while a geophysical exploration project was launched for ECU 1.6 million. Another two projects concerning water supply and a multiannual microproject programme received ECU 2 million.

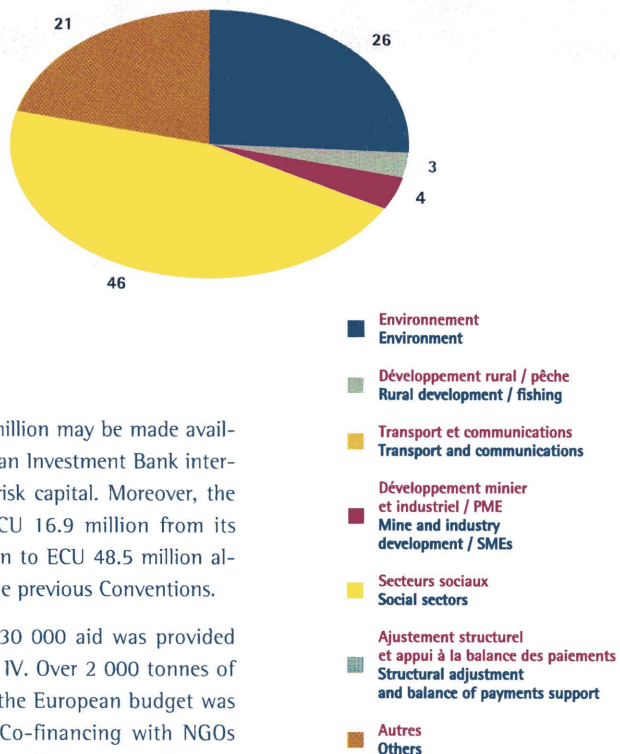
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



En outre, 6 millions d'écus ont été prévus, sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques. La BEI a, par ailleurs, engagé 16.9 millions d'écus sur ses ressources propres, qui s'ajoutent aux 48.5 millions engagés au cours des trois conventions précédentes.

Under Lomé IV, ECU 6 million may be made available through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital. Moreover, the Bank has committed ECU 16.9 million from its own resources in addition to ECU 48.5 million already committed from the previous Conventions.

En dehors de l'aide programmée, une aide en faveur des réfugiés a été allouée sous Lomé IV (230 000 écus). Plus de 2 000 tonnes d'aide alimentaire financées sur le budget de l'Union européenne ont été également fournies au Botswana. Des projets de cofinancement avec les ONG ont été financés, entre 1990 et 1993, pour un montant de 1.1 million d'écus.

Outside the NIP, ECU 230 000 aid was provided to refugees under Lomé IV. Over 2 000 tonnes of food aid financed from the European budget was supplied to Botswana. Co-financing with NGOs amounting to ECU 1.1 million also took place between 1990 and 1993.

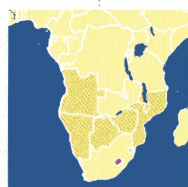
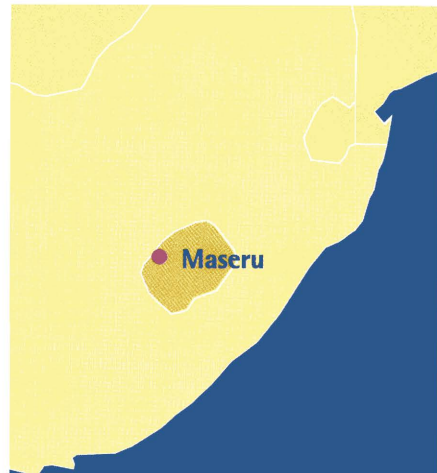
En ce qui concerne le commerce, le Botswana peut exporter chaque année près de 19 000 tonnes de viande de boeuf sur le marché de l'Union européenne au titre du Protocole spécial sur la viande bovine, avec une réduction de 90% des droits à l'importation.

Botswana can export almost 19 000 tonnes of beef to the European market every year under the Beef Protocol with a 90% import duty reduction.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 1 747 000

 Maseru

 30 355 km²

Lesotho

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
508.6 ECU (1990)

Exports
(Manufactured products,
Food products)
Exportations
(Produits manufacturés,
Produits alimentaires)
na/nd

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
20.7% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.3% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
100% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
19.4% (1990)

Indépendant depuis 1966, le Lesotho, petit pays montagneux entièrement enclavé dans la République Sud-Africaine, est membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA). Avec les élections de mars 1993, le pays, administré par un gouvernement militaire depuis 1988, est revenu à un régime démocratique.

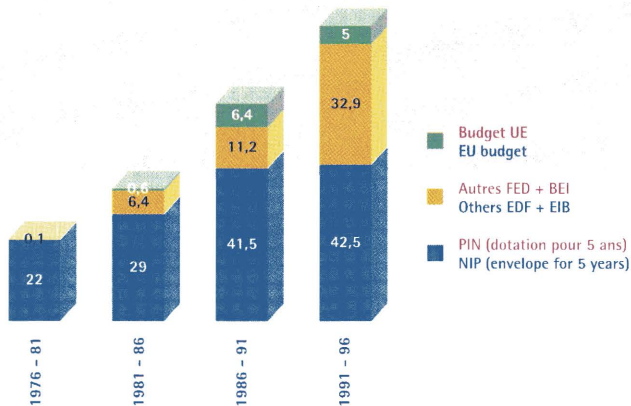
Comme un bon nombre de pays de la région, le Lesotho est traditionnellement dépendant du commerce et du marché de l'emploi sud-africains: les transferts financiers des 120 000 nationaux employés dans le secteur minier sud-africain représentent 50% du PNB du pays. Les cultures de base poussent sur les basses terres arables (9% de la surface totale), alors que les moutons et les chèvres représentent l'activité principale en montagne. Le tissu industriel primaire du pays, relativement étroit, s'est développé depuis les années 1980. Le commerce du Lesotho avec l'Union européenne est limité: il représente 27% de ses exportations (principalement de la laine, du mohair, des produits manufacturés) et 1.3% de ses importations.

Independent since 1966, Lesotho, a small mountainous country landlocked and entirely surrounded by the Republic of South Africa, is a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA). With the elections in March 1993, the country which has been governed under military rule since 1988 returned to a democratic form of government.

Like many countries in the region, Lesotho has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment: remittances by 120 000 national workers employed in South Africa's mines account for 50% of the country's GNP. Staple food is grown on the lower arable lands (9% of the total area), whereas sheep and cattle farming are the main activities in the higher lands. The small industrial base of the country has expanded since the 1980s. Lesotho's trade with the European Union is limited: 27% of its exports (mainly wool, mohair, manufactured products) and 1.3% of its imports.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



L'aide de l'Union européenne sous les quatre Conventions de Lomé s'est concentrée sur le soutien au projet d'irrigation dans la haute région montagneuse du pays. Plus récemment, sous Lomé IV, le projet hydroélectrique de Muela a bénéficié d'un appui de 34 millions d'écus sur le Programme Indicatif National, de 10 millions d'écus sur le Programme Indicatif Régional de l'Afrique australe et de 15 millions d'écus sous forme de capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement. L'eau représente en effet la seule ressource naturelle jusqu'à présent inexploitée, et va par conséquent faire l'objet de travaux d'adduction en vue d'être vendue à la République Sud-Africaine.

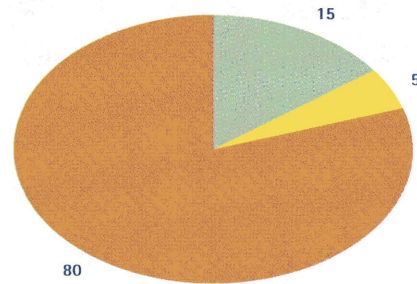
L'assistance européenne intervient également en soutien au développement rural, aux infrastructures des transports et des communications et aux projets sociaux. Les fonds de contrepartie générés par les ressources allouées au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel de Lomé IV (17 millions d'écus) sont utilisés pour appuyer des interventions dans les secteurs sociaux.

European assistance under the four Lomé Conventions has been concentrated on support to the Lesotho Highlands Water Project. More recently, under Lomé IV, the Muela Hydroelectric Power Project benefited from ECU 34 million from the National Indicative Programme, ECU 10 million from the Regional Indicative Programme for Southern Africa and from ECU 15 million under risk capital managed by the European Investment Bank. Water is indeed Lesotho's only hitherto unexploited resource, and will thus be diverted for sale to South Africa.

Rural development, transport, communications and social projects are also included under European assistance. Counterpart funds generated by the resources allocated under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 17 million) have been used to support intervention in the social sectors.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)

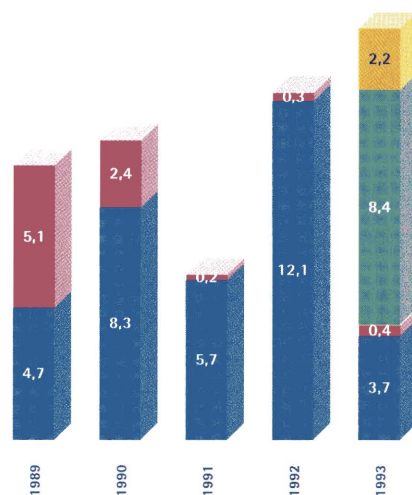


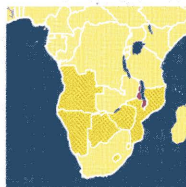
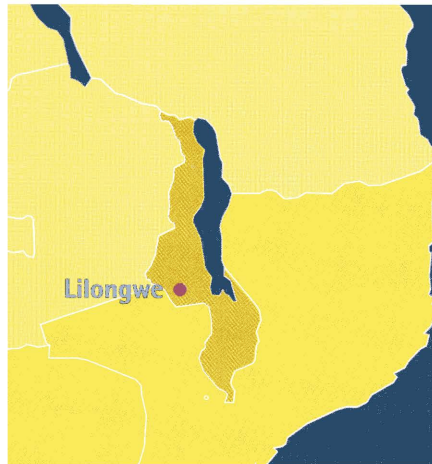
- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex
- FAS SAF
- Divers
- PIN NIP





9 582 000



Lilongwe



118 484 km²

Malawi

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
165.7 ECU (1990)

Exports (tobacco 80%,
tea 10%)
Exportations (tabac 80%,
thé 10%)
331.6 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
16.8% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.4% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
66.1% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
11.8% (1990)

Région de lacs, de rivières et de collines boisées, le Malawi est également un pays très peuplé: son taux de croissance démographique est le plus élevé de tous les Etats de l'Afrique australe. Le Malawi figure aussi parmi les pays les plus pauvres du monde.

Indépendant en 1964, le pays a longtemps connu un régime de parti unique et s'est récemment engagé dans un processus de démocratisation. Les premières élections présidentielles et parlementaires pluripartites devraient se tenir en mai 1994.

Le Malawi est un pays essentiellement rural, doté d'un secteur économique moderne de taille réduite. Après une forte croissance économique dans les années 1960 et 1970, la situation économique s'est détériorée à la fois en raison de facteurs externes (guerre civile au Mozambique, augmentation des coûts de transport, détérioration des termes des échanges), et à cause de la pression démographique sur les terres arables et les ressources naturelles disponibles.

Depuis la première Convention de Lomé, la coopération entre l'Union européenne et le Malawi s'est concentrée sur le développement rural et les infrastructures de transport. Grâce à l'assistance européenne, le pays dispose à présent d'un réseau routier relativement efficace et a pu améliorer le rendement de sa production agricole. Des actions spécifiques ont également été menées dans plusieurs autres secteurs (énergie, santé, éducation, développement des petites entreprises).

A region of lakes, rivers and woody hills, Malawi is also a densely populated country: its population growth rate is the highest of the countries in Southern Africa. Malawi ranks among the poorest countries in the world.

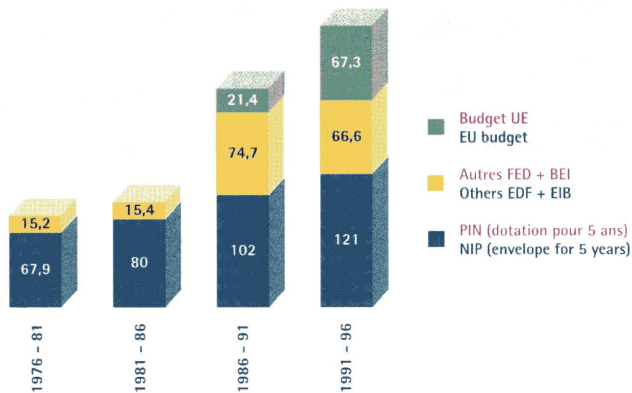
Malawi achieved independence in 1964, and since then has experienced a one-party system. The country is now embarked on a process of democratisation, and multiparty presidential and parliamentary elections should be held in May 1994.

Malawi is basically a rural country with a very small and modern economic sector. After vigorous economic growth in the 1960s and 1970s, the economic situation has deteriorated both because of external factors (civil war in Mozambique, soaring transport costs, deteriorating terms of trade) and because of populations pressure on land and natural resources.

The European Union's cooperation with Malawi has focused since the first Lomé Convention on rural development and transport. Thanks to the contribution of European Union aid, the country now has a relatively efficient road network and has improved its agricultural production performances. Specific actions were also undertaken in several other sectors (energy, health, education, small businesses). The bulk of resources has been channelled through the National Indicative Programme, but progressively the weight of non-programmed resources has grown, and under the Lomé IV Convention, such resources (including in particular an important support for structural adjustment reforms) and EU budget funds should exceed the programmable funds.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



La plus grande partie des fonds alloués au Malawi l'a longtemps été au titre des ressources programmées des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs. Toutefois, le poids des ressources non-programmées du FED s'est progressivement accru et, sous la Convention de Lomé IV, ces ressources (qui comprennent en particulier un appui important aux réformes d'ajustement structurel) et celles émanant du budget européen pourraient dépasser le montant des fonds programmables.

Près de 30 millions d'écus ont été engagés, sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, notamment pour le financement du projet d'adduction d'eau de Blantyre.

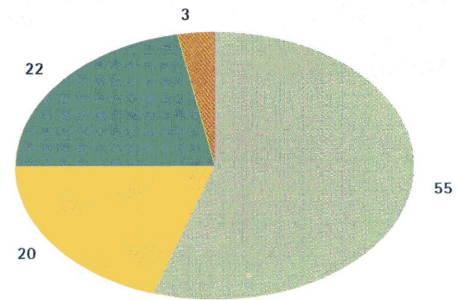
D'importantes actions ont aussi été menées en faveur des réfugiés mozambicains et à la suite de la sécheresse de 1991/1992. Plus de 60 millions d'écus ont ainsi été consacrés, en 1991 et 1992, à la fourniture d'aides alimentaires (essentiellement du maïs) à la fois en faveur de la population locale et des réfugiés (dont le nombre s'élève à plus de 1 million). Plus récemment, diverses actions ont également été financées en vue d'appuyer le processus de démocratisation.

Moreover, about ECU 30 million has been committed, under Lomé IV, through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital, particularly for a water supply project in Blantyre.

Major actions have also been devoted to Mozambican refugee relief and to counteract the effects of the 1991/1992 drought. More than ECU 60 million was disbursed in this way, in 1991 and 1992, to deliver food aid (mainly maize) in the country, both for the local population and for refugees (at its peak 1 million). More recently, various actions have been implemented to support the process of democratisation.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)

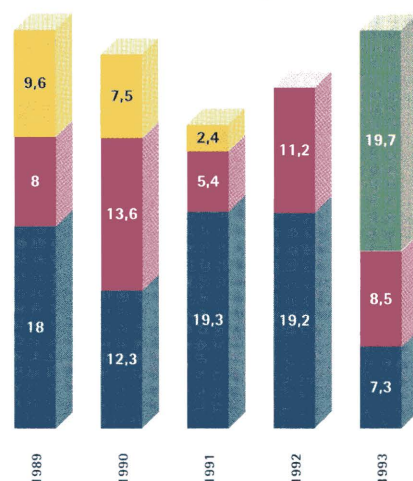


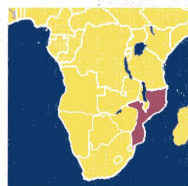
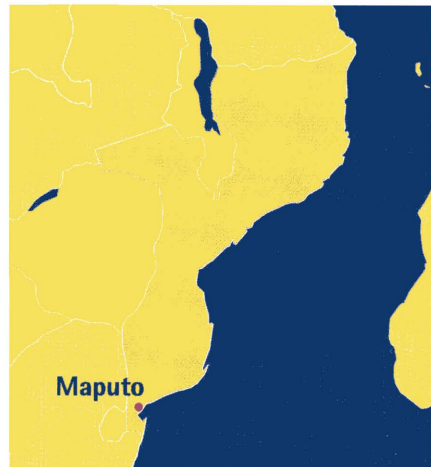
- Environnement
- Développement rural / pêche
- Transport et communications
- Développement minier et industriel / PME
- Secteurs sociaux
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
- Autres

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex
- FAS SAF
- Divers
- PIN y compris "programme spécial dette"





14 200 000



Maputo



812 379 km²

Mozambique

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
76.3 ECU (1990)

Exports (prawns,
cashew nut)
Exportations (crevettes,
noix de cajou)
142.9 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
13.8% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
63.5% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
26.8% (1990)

Indépendant depuis 1975, le Mozambique est un très vaste pays maritime bordé par près de 3 000 km de côtes. La diversité de ses zones climatiques lui permettent d'avoir un potentiel agricole diversifié en plus de ressources minières prometteuses. En outre, sa position dans la région lui permet de tirer profit d'importantes ventes de services aux pays voisins enclavés.

Après un long conflit civil et avec l'accord de tous les partis politiques, une loi électorale a été votée en 1993.

Du fait de la cessation des hostilités, la coopération avec l'Union européenne a été marquée par une diminution sensible des programmes d'urgence et une accélération notable des engagements sur Lomé IV, au titre de la réhabilitation. En ce qui concerne Lomé III, 96% du Programme Indicatif National ont été engagés et la plupart des projets sont en voie d'achèvement, hormis les projets agricoles qui ont été très perturbés pendant les périodes de conflit.

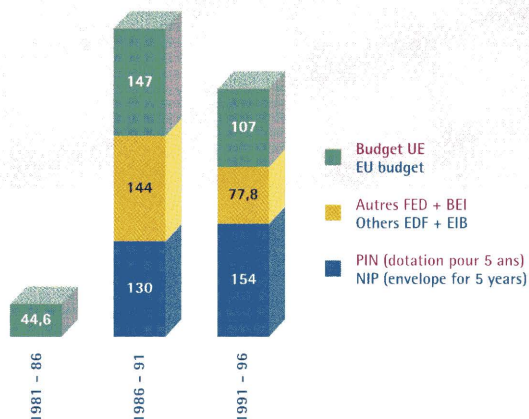
Independent since 1975, Mozambique is a vast maritime country with almost 3 000 km of coast. The diversity of its climatic zones provides for a wide range of agricultural potential and promising mineral resources. Besides, the country's situation in the region allows it to derive benefit from substantial selling of services to the neighbouring landlocked countries.

After a long civil war, and with the agreement of all political parties, an election law was passed in 1993.

As a result of the end to hostilities, cooperation with the European Union saw a sharp decrease in emergency programmes and a significant increase in commitments for rehabilitation from Lomé IV. As for Lomé III, 96% of the National Indicative Programme has been committed and the majority of projects are now being completed, excepting agricultural projects which were disrupted during the war.

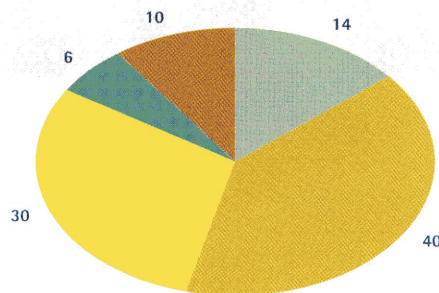
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7 : répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



- Environnement / Environment
- Développement rural / pêche / Rural development / fishing
- Transport et communications / Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME / Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux / Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements / Structural adjustment and balance of payments support
- Autres / Others

Parmi les actions qui ont été décidées en 1993, sous Lomé IV, on peut citer: un ensemble d'actions d'assistance technique et d'études de nouveaux programmes dans les domaines de la santé, la reconstruction d'infrastructures, la pêche, le développement rural et l'agriculture, qui ont bénéficié d'une aide de 2.5 millions d'écus; un programme de microréalisations, principalement en vue de réhabiliter les zones d'accueil de réfugiés (2.3 millions d'écus); un second programme d'appui à la réinstallation de réfugiés et personnes déplacées (12 millions d'écus); un important programme de réhabilitation des voies de communications (pistes, routes et ponts) dans les Provinces de Zambézia et Sofala, qui a mobilisé 30 millions d'écus; un programme d'aide aux réfugiés mozambicains (2 millions d'écus), visant à financer leur retour au pays et leur réinsertion ou l'achèvement de leurs études.

En outre, 22 millions d'écus (dont 6.4 millions d'écus déjà engagés en faveur du secteur industriel) ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement, au titre des capitaux à risques.

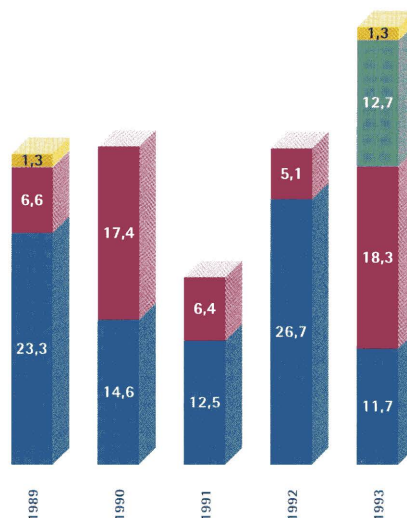
Among the actions decided in 1993, under Lomé IV, were: a range of technical assistance actions and studies for new programmes in the areas of health care, infrastructure rebuilding, fishing, rural development and agriculture, representing a total of ECU 2.5 million; a microproject programme principally devoted to the rehabilitation of settlement areas for refugees (ECU 2.3 million); a second programme of support for the resettlement of refugees and displaced persons (ECU 12 million); an important programme for the rehabilitation of communication ways (tracks, roads and bridges) in the provinces of Zambézia and Sofala, which has raised ECU 30 million; an ECU 2 million aid programme for Mozambican refugees designed to support their repatriation and reintegration into the country, or the completion of their studies.

Moreover, ECU 22 million (ECU 6.4 million of which has already been committed to the industrial sector) may be made available through the European Investment Bank's intervention in the form of risk capital.

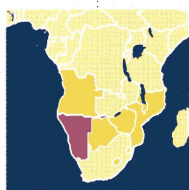
Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex / Stabex
- FAS / SAF
- Divers / Various
- PIN y compris "programme spécial dette" / NIP "Special debt programme" included



PIN y compris "programme spécial dette" / NIP "Special debt programme" included



 1 439 000

 Windhoek

 km² 823 100 km²

Namibia

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
1243.4 ECU (1990)

Exports (diamonds,
uranium)
Exportations (diamants,
uranium)
na/nd

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
na/nd

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.8% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
100% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
27.8% (1990)

Pays côtier qui possède un des déserts les plus arides du globe, la Namibie est une démocratie pluraliste avec des élections à l'échelon national, régional et local, et une Constitution s'appuyant sur des principes démocratiques et les droits de l'Homme. La protection de l'environnement, qui est affirmée dans l'esprit comme dans le texte de la Constitution, est un enjeu majeur du développement de cette jeune nation.

Peu après son accession à l'indépendance, le 21 mars 1990, la Namibie est devenue le 69^e Etat ACP en rejoignant la Convention de Lomé IV et, la même année, adhère également à l'ancienne SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe).

Avant l'indépendance du pays et durant la période de transition, la population de la Namibie a bénéficié d'une aide de l'Union européenne qui a représenté, du milieu des années 1970 à 1990, 65 millions d'écus provenant du budget de l'UE. Les actions ont été mises en oeuvre dans les domaines de l'aide alimentaire, de la formation, du développement des communautés de base, des microprojets et du cofinancement avec les ONG.

Sous Lomé IV, la Namibie bénéficie d'une aide de 45 millions d'écus de subventions et de 40 millions au titre des ressources du Sysmin. D'autres ressources prévues par la Convention de Lomé et dont le pays bénéficie – notamment les fonds régionaux – visent à répondre aux besoins de développement dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la santé, de l'emploi, du développement du commerce et du tourisme.

En outre, 6 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, dont 2.5 millions d'écus ont été engagés.

A coastal country with one of the most arid deserts in the world, Namibia is a multiparty democracy with elections at national, regional and local level and a Constitution based on democratic principles and individual rights. Protection of the environment is a major consideration in the development of this young nation, reflecting the terms and spirit of the country's Constitution.

Following independence on 21 March 1990, Namibia became the 69th ACP State to join the Lomé IV Convention and, that same year, requested membership of the former SADCC (Southern African Development Co-ordination Conference).

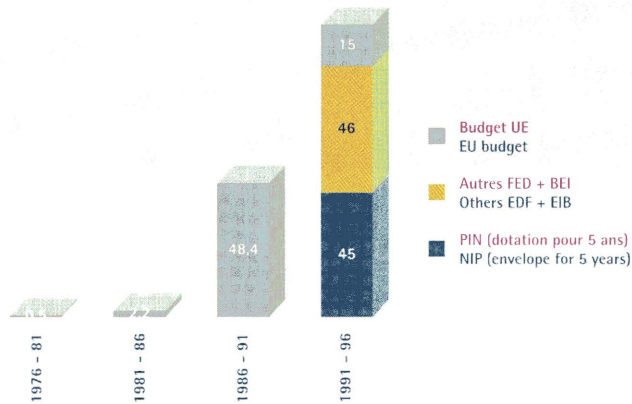
Prior to and during the transition to independence, Namibia's population benefited from European Union assistance (ECU 65 million from the EU budget for the mid-1970s to 1990 period) for food aid, training, NGO cofinancing, community development and microprojects.

Under Lomé IV, Namibia benefits from an ECU 45 million grant and from ECU 40 million made available under the Sysmin provision. Other Lomé Convention resources, notably regional ones, have contributed additional funds to meet Namibia's development needs, which concentrate on agriculture and rural development, health, human resources, tourism and trade development in particular.

Moreover, ECU 6 million may be made available through the European Investment Bank's intervention in form of risk capital, of which ECU 2.5 million has been committed so far.

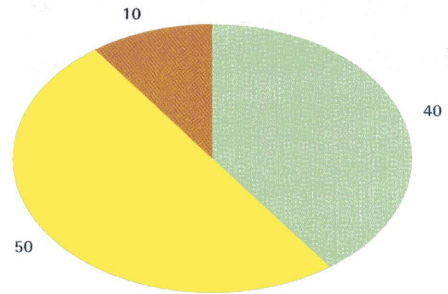
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



La Namibie tire également parti des dispositions commerciales de Lomé IV, et tout particulièrement du Protocole sur la viande bovine, au titre duquel elle dispose d'un quota d'exportation vers le marché européen de 60 000 tonnes pour 5 ans (1991-1995).

Dans le cadre du programme spécial d'aide alimentaire lancé par l'Union européenne en 1992, afin de pallier la sécheresse affectant gravement plusieurs régions d'Afrique dont l'Afrique australe, la Namibie a reçu 15 000 tonnes d'équivalent-céréales.

Namibia also benefits from the trade provisions of Lomé IV, particularly the Beef Protocol, through which an export quota of 60 000 tonnes to the European market is available for five years to 1995.

Namibia received 15 000 cereal-equivalent tonnes of emergency food aid under the 1992 special food aid Programme, launched by the European Union in response to the drought confined mainly in Eastern and Southern Africa.

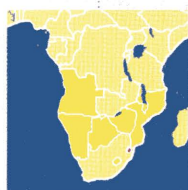
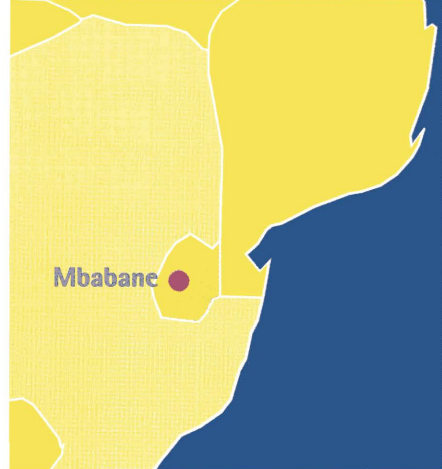
- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex Stabex
- FAS SAF
- Divers Various
- PIN NIP





751 000



Mbabane



17 364 km²

Swaziland

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
940.9 ECU (1990)

Exports (sugar,
woodpulp)
Exportations (sucre,
pâte de bois)
na/nd

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
8.6% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.8% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
100% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
26.4% (1990)

Indépendant depuis 1968, le Swaziland est un petit pays enclavé et montagneux, bordé par la République Sud-africaine et le Mozambique. Membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA), le Swaziland est traditionnellement dépendant de l'Afrique du Sud pour le commerce et l'emploi.

L'économie du pays repose essentiellement sur les activités agro-forestières caractérisées par un double système de gestion des terres avec, d'une part, un secteur commercial hautement développé sur des terres détenues par des propriétaires non-nationaux et privés, et d'autre part, un petit secteur de semi-subsistance à faible rendement géré par de petits propriétaires. En raison de son économie ouverte de petite taille, le Swaziland est particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base et des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux conditions climatiques.

L'aide européenne sous les quatre Conventions de Lomé s'est largement concentrée sur le soutien au développement rural, à l'éducation et à la formation professionnelle, aux infrastructures de transport et aux microprojets reposant sur la participation des communautés de base. Sous Lomé IV, le principal projet à mettre en oeuvre dans le cadre du Programme Indicatif National (25 millions d'écus au total) concerne un projet d'infrastructure de 10 millions d'écus. Celui-ci porte sur l'amélioration et la prolongation de 8 km de la

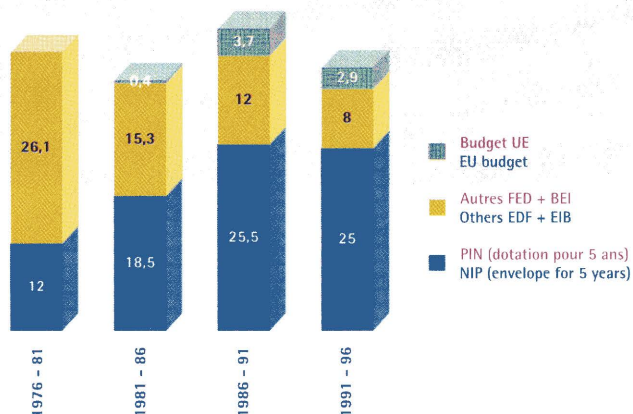
Independent since 1968, Swaziland is a small landlocked country bordered by the Republic of South Africa and Mozambique. As a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA), Swaziland has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment.

The country's economy is largely based on agro-forestry activities under a dualistic land tenure system: on the one hand, a highly developed commercial sector based on foreign and privately owned land and, on the other, a small semi-subsistence low production smallholder sector. As a small open economy Swaziland is vulnerable to fluctuations in commodity prices, trade flows with South Africa and climatic conditions.

European assistance under the four Lomé Conventions has largely concentrated on support for rural development, education and vocational training, transport and community-based micro-projects schemes. Under Lomé IV, the largest project to be funded within the ECU 25 million National Indicative Programme is an ECU 10 million infrastructure project which aims at upgrading and expanding 8 km of the Matsapha-Manzini highway by the end of 1994. Other activities include institutional strengthening, rural dam rehabilitation, water supply projects and support to the education sector at the University of Swaziland and the Vocational Training Institute.

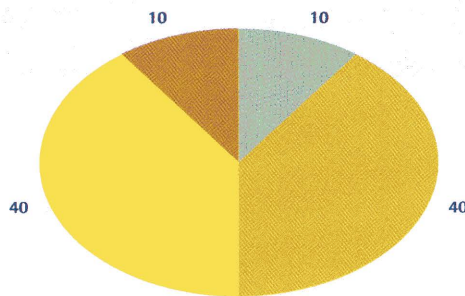
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7 : répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

route Matsapha-Manzini, qui devraient être achevées d'ici fin 1994. D'autres actions du Programme Indicatif National comprennent un appui au renforcement institutionnel, la réhabilitation de barrages de terre, des projets d'adduction d'eau, et le soutien au secteur de l'enseignement en faveur de l'Université du Swaziland et de l'Institut de la Formation Professionnelle.

Le commerce avec l'Union européenne est d'une importance majeure pour le Swaziland et représente 35% des exportations totales du pays. Les Protocoles commerciaux spéciaux de Lomé sur le sucre et la viande bovine peuvent rapporter annuellement au Swaziland respectivement 50 millions d'écus et entre 5 à 10 millions d'écus, si le pays parvient à remplir ses quotas d'exportation vers le marché européen.

Le Swaziland offre, par ailleurs, un climat stable et favorable aux investissements. Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement intervient par le biais de capitaux à risques en faveur de la Société de Développement Industriel du Swaziland (3.5 millions d'écus) et de l'Association pour le Sucre du Swaziland (4.5 millions d'écus).

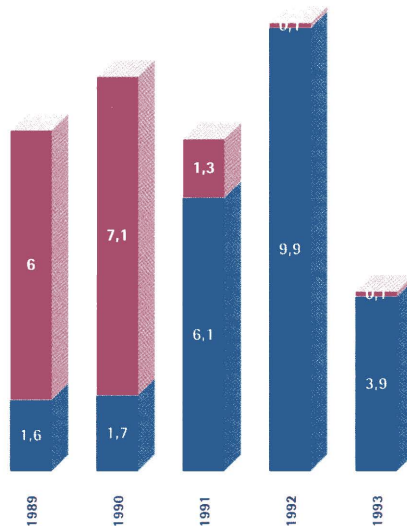
Trade with the European Union is extremely important to Swaziland and accounts for 35% of Swazi exports. The Lomé special Protocols on Sugar and Beef can provide annually ECU 50 million and ECU 5 to 10 million respectively, depending on the extent to which the country can fulfil its export quotas to the European market.

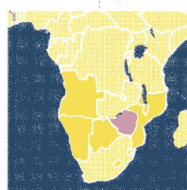
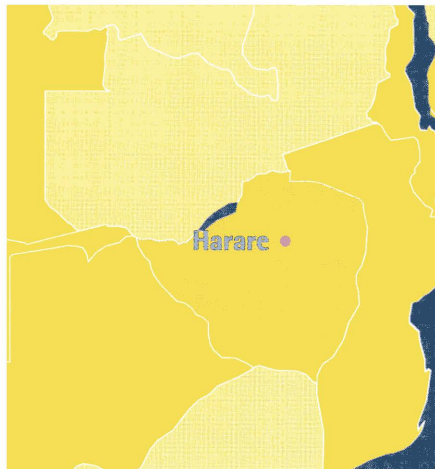
Swaziland offers a stable and attractive climate for investment. Under Lomé IV, the European Investment Bank is currently providing risk capital to the Swaziland Industrial Development Company (ECU 3.5 million) and to the Swaziland Sugar Association (ECU 4.5 million).

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex
- FAS SAF
- Divers
- PIN NIP





9 947 000



Harare



390 759 km²

Zimbabwe

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
583.1 ECU (1990)

Exports (tobacco 30%,
minerals 30%)
Exportations (tabac 30%,
minéraux 30%)
728.4 mio ECU (1990)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
19.5% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.2% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
100% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
28.5% (1990)

Depuis son accession à l'indépendance, en 1980, le Zimbabwe connaît une grande stabilité politique. En partie grâce à ses richesses naturelles, il possède l'économie la plus diversifiée et la plus industrialisée des Etats ACP d'Afrique australe. Le sous-sol recèle plus de 40 métaux et minéraux dont l'or, le nickel, le cuivre et les pierres précieuses. Défavorisé par un climat très aride, le pays connaît des périodes de sécheresse régulières, mais en temps normal les terres arables donnent des excédents appréciables.

La coopération formelle entre le Zimbabwe et l'Union européenne a démarré sous la Convention de Lomé II, mais le pays a auparavant bénéficié d'aides humanitaires sur financement du budget européen, qui ont servi à la réinstallation de réfugiés ou de personnes déplacées victimes de guerre civile. Sous Lomé II et III, les fonds programmés ont permis de poursuivre ces actions et d'appuyer également le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, doté de 88 millions d'écus, maintient la priorité au développement rural et aux actions visant à générer une augmentation des revenus individuels. Une grande partie des ressources est ainsi consacrée au développement de la production de légumes et de fruits, à l'aménagement du territoire en améliorant le réseau de distribution d'eau dans certaines régions, et à la prévention dans le domaine de la santé animale grâce aux efforts entrepris dans la formation vétérinaire. L'originalité du Programme indicatif réside également dans l'importance accrue donnée aux initiatives locales de développement, grâce à un montant de 24 millions d'écus destiné à financer des programmes de microprojets.

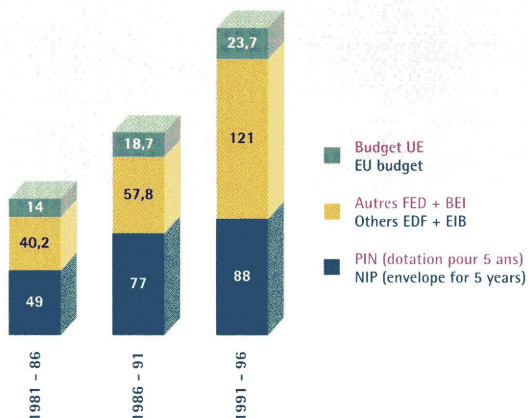
Since achieving independence in 1980, Zimbabwe has experienced great political stability. Partly due to its natural resources, it has the most diverse and industrialised economy of any Southern African ACP State. Mineral resources include over 40 metals and minerals, including gold, nickel, copper and gems. The country has a very arid climate and regularly suffers periods of drought, whereas in normal weather the arable land produces significant surpluses.

Formal cooperation between Zimbabwe and the European Union began under the Lomé II Convention. However, the country had already benefited from humanitarian aid under the European budget financing, used for the resettlement of refugees or displaced persons that had been the victims of civil war. Under Lomé II and III, the programmed funds helped implement these actions and also supported rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme, with an ECU 88 million budget, gives priority to rural development and actions to generate an increase in individual revenue. A large part of the resources is therefore devoted to the development of fruit and vegetable production, to national and local development by improving the water distribution network in some regions, and to the prevention in the field of animal health thanks to efforts undertaken in veterinary training. The Indicative Programme's originality also lies in the greater importance accorded to development local initiatives, with ECU 24 million to finance microproject programmes.

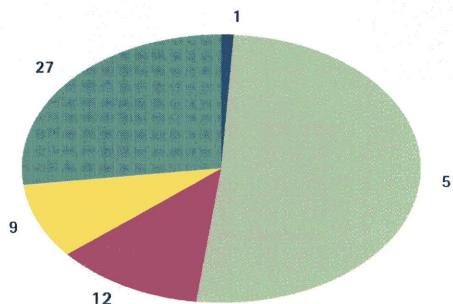
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



L'appui au programme d'ajustement structurel lancé en 1991, et entré à présent dans une phase de consolidation, a atteint 28 millions d'écus sous Lomé IV (1991-1993), dont 19 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 9 millions provenant du PIN.

Le Zimbabwe a été, et demeure, un important bénéficiaire d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement. Les premiers prêts accordés au pays remontent à Lomé II (35 millions d'écus sur les ressources propres de la Banque et 3,4 millions d'écus au titre des capitaux à risques). Sous Lomé III, quatre autres prêts pour plus de 50 millions d'écus ont été accordés sur ressources propres. Sous Lomé IV, la BEI a augmenté ses interventions (78 millions d'écus sur ressources propres et plus de 7 millions d'écus au titre des capitaux à risques) en accordant davantage d'attention au secteur privé.

Sur le plan commercial, en 1992, les exportations du Zimbabwe vers l'Union européenne ont dépassé 500 millions d'écus, et donné lieu à un excédent commercial de 170 millions d'écus en faveur du pays. Les principaux produits exportés sont le tabac (30%), les minerais (30% dont l'or, le nickel, le ferro-silicium) et le coton. En ce qui concerne la viande bovine, le Zimbabwe dispose d'un quota d'exportation dans le cadre du Protocole spécial de Lomé IV, qui est passé de 9 000 à 14 000 tonnes en 1993.

Support for the structural adjustment programme launched in 1991, and which is now entering a consolidation phase, amounted to ECU 28 million under Lomé IV (1991-1993), including ECU 19 million from the Structural Adjustment Facility (SAF) and ECU 9 million from the NIP.

Zimbabwe has been an important beneficiary of the European Investment Bank's intervention. The first loans given to the country date back to Lomé II (ECU 35 million from the Bank's own resources and ECU 3.4 million in the form of risk capital). Under Lomé III, four other loans worth over ECU 50 million have been granted from the Bank's own resources. Under Lomé IV, the EIB has increased its intervention (ECU 78 million from its own resources and ECU 7 million in the form of risk capital) in paying greater attention to the private sector.

In commercial terms, Zimbabwe's exports to the European Union, in 1992, exceeded ECU 500 million, leading to a commercial surplus of ECU 170 million in the country's favour. The main products exported are tobacco (30%), minerals (30% including gold, nickel, ferro-silicon) and cotton. As for beef trade, the export quota allowed to Zimbabwe under the Lomé IV special Protocol increased from 9 000 to 14 000 tonnes in 1993.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others